

1-1
A.5

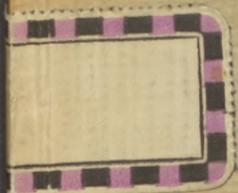
WACŁAW ŁYPACEWICZ

ANCIEN DÉPUTÉ, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ POLONAISE DES AMIS
DE LA PAIX MEMBRE DU CONSEIL DU BUREAU INTERNATIONAL DE LA PAIX

LES RELATIONS
POLONO - TCHÈQUES



286



V A R S O V I E - 1 9 3 6

ÉDITION DE L'INSTITUT POLONAIS DE COLLABORATION AVEC L'ÉTRANGER.

75PP2

WACŁAW EYPACEWICZ

ANCIEN DÉPUTÉ, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ POLONAISE DES AMIS
DE LA PAIX MEMBRE DU CONSEIL DU BUREAU INTERNATIONAL DE LA PAIX

LES RELATIONS
POLONO - TCHÈQUES



V A R S O V I E - 1 9 3 6

ÉDITION DE L'INSTITUT POLONAIS DE COLLABORATION AVEC L'ÉTRANGER.

LES RELATIONS
POLONO-TCHÈQUES

LES RELATIONS
POLONO-TCHÈQUES



689556

Drukarnia Artystyczna, Warszawa, Nowy Świat 47, tel. 635-80.

M. 134/94

LES RELATIONS
POLONO-TCHÈQUES

Je suis un partisan fervent du rapprochement entre les nations en général et de la bonne entente entre la Pologne et la Tchécoslovaquie en particulier. La nation tchèque est en effet voisine de la nôtre et, par la langue, elle nous est la plus proche après la nation slovaque.

Depuis bientôt quarante ans j'entretiens avec des Tchèques des relations amicales. En tête à tête il m'arrivait de leur dire d'amères paroles de vérité, mais je me suis toujours gardé de le faire publiquement. Pas plus dans la presse que dans les congrès internationaux je n'ai jamais pris à partie les Tchèques et leur politique. Car les polémiques de presse et les appels à l'opinion internationale sont, à mon sens, de nature à nuire aux rapports entre les peuples plutôt qu'à les servir. J'espérais d'autre part qu'avec le temps, les sociétés de polonophiles tchèques et de tchécoslovaques polonais aidant, tout finirait par s'arranger dans les relations des deux pays voisins. Malheu-

reusement, force nous est aujourd'hui de constater que l'activité de ces groupements n'a pas donné les résultats désirés. Au lieu d'éclairer certains problèmes délicats, au lieu d'étudier, dans une atmosphère de confiance mutuelle, les causes des malentendus et les moyens de les dissiper — les associations polono-tchèques ont jugé plus utile d'organiser des banquets et des cérémonies diverses, de nourrir les relations mutuelles de vains discours, de „déclamations slaves” — pour reprendre l'expression, aussi juste que pittoresque, employée par Masaryk à propos des slavophiles d'avant-guerre. Ces associations étaient sans doute pleines de bonne volonté mais leur action manquait d'envergure et elles manquaient souvent elles-mêmes de franchise et de courage.

Cet ouvrage a pour but d'expliquer l'essence et les causes profondes des tiraillements actuellement observés dans les relations polono-tchèques, ainsi que d'indiquer les moyens susceptibles d'y mettre fin ou du moins de les atténuer à tel point que ces malentendus cessent d'empoisonner l'atmosphère politique dans les relations de deux pays voisinant sur une étendue de près de mille kilomètres.

J'estime que, pour réaliser une entente durable entre Polonais et Tchèques, il faut avoir le courage d'agir d'après le précepte de Jean Huss: „Cherche la vérité, dis la vérité, défends la vérité, jusqu'à la mort”. Cette vérité ne manquera pas de choquer aussi

bien les polonophiles tchèques que les tchécofiles polonais. Mais la franchise est dans l'intérêt de la bonne entente des deux pays. Elle seule peut cimenter leur amitié ou du moins, ce qui me paraît plus important, assurer leur collaboration pacifique fondée sur des assises solides.

Au moment où cet ouvrage était mis sous presse les journaux annonçaient que le professeur Masaryk, président de la République, venait de résigner ses hautes fonctions. L'artisan principal de la Tchécoslovaquie contemporaine, appelé avec raison par ses compatriotes Père de la Nation, s'est retiré dans la vie privée. M. Masaryk est non seulement un des plus grands Tchèques mais aussi un des plus grands hommes d'Etat en Europe.

Après l'avoir dit au nom de la vérité, c'est aussi au nom de la vérité que nous nous devons de constater que le professeur Masaryk s'est lourdement trompé dans sa politique polonaise. Par rapport à la Pologne ce grand homme s'est laissé influencer par des hommes petits.

Il n'a pas suivi les traces de Huss et Zyzka, mais celles de Komensky et Palacky. Il n'a pas mesuré la force et l'importance de la Pologne, par contre il a surestimé celles de ses ennemis.

En dehors de l'ancienne Pologne nobiliaire, il semblait ne pas discerner la Pologne nouvelle, la Pologne démocratique en marche vers l'avenir.

1. UN MILLENAIRE D'HISTOIRE.

Contrairement à une opinion fort répandue, malgré la parenté de sang et de langue, en dépit des dangers et des intérêts communs, les rapports de voisinage polono-tchèques au cours de 1000 ans d'histoire n'avaient rien d'idyllique. Au contraire, l'hostilité et l'inimitié les marqua souvent de leur empreinte.

Le chroniqueur polonais Gall (commencement du XII-me siècle) regardait les Tchèques „comme les plus grands ennemis de la Pologne“ — „infestissimi polonorum inimici“. L'historien tchèque Goll écrit que même Saint Adalbert (mort en 997) le saint commun des Tchèques et des Polonais... „ne put accomplir ce miracle d'éveiller un amour fraternel dans les deux nations consanguines“.

Au X-me siècle les Přemyslides tchèques conquièrent et incorporèrent à la Bohême une partie des provinces polonaises avec Cracovie. Le roi Boleslas le Vaillant au XI-me siècle, rêvant d'unifier sous son sceptre les terres de Pologne et de Bohême, pour en former un seul Etat, conquiert la Bohême en 1003. Au

bout d'un an il se vit obligé, il est vrai, cédant à la pression allemande, de quitter Prague, mais il garda sous son sceptre la Moravie et la Slovaquie Occidentale. Après la mort de Boleslas le Vaillant, le prince tchèque Brjetyslav tenta, de son côté, d'incorporer la Pologne à la Bohême. Il réussit à se rendre maître de Gniezno, la capitale d'alors de la Pologne, mais, menacé par l'empereur d'Allemagne, qui voulait empêcher la réunion des deux Etats slaves, il se borna à piller la capitale et abandonna la Pologne. Prjemyslav Ottokar II prêta main forte aux Teutoniques contre les Polonais et conçut en 1267 un plan fantastique: celui de convertir la Lituanie, le pays des Yatvègues et la Galindie et d'incorporer ces pays, au point de vue politique et ecclésiastique, à la Bohême. Son fils Venceslas fit valoir ses droits sur les duchés de Cracovie et de Sandomir, droits fondés sur le testament truqué de Gryfina, veuve de Leszek le Noir. Il battit Ladislas le Bref et, grâce à l'appui du haut clergé polonais, se fit couronner roi de Pologne en 1300. Après l'extinction de la famille des Prjemyslides, les rois de Bohême de la dynastie Luxembourgeoise, Jean et le fils de celui-ci Charles IV, empereur d'Allemagne, mettant à profit leurs avantages sur les Piasts de Silésie régnant sur une poussière de petites principautés, et tirant parti de la menace allemande suspendue sans cesse sur la frontière septentrionale de la Pologne — réunirent cette

province polonaise à la Bohême. A Grunwald, en 1410, Zyzka, le chef des Hussites, combattait il est vrai aux côtés des Polonais, mais l'armée du roi de Bohême secondait les Teutoniques.

Cette politique d'hostilité à l'égard de la Pologne s'est relâchée pendant un siècle, au temps de la domination des Hussites en Bohême. Zyzka fit campagne pour la candidature du roi Ladislas Jagellon au trône de Bohême, mais le clergé catholique polonais la fit échouer pour des raisons d'ordre confessionnel. Ce n'est qu'après la mort de Georges de Podiebrad († 1471) que les Jagellons (Ladislas et plus tard son fils Louis) s'installèrent pour plus d'un demi-siècle sur les trônes de Bohême et de Hongrie. Avec la mort de Louis, tombé à la bataille de Mohacz (1526), les deux couronnes, la tchèque et la hongroise, passèrent des Jagellons aux Habsbourgs.

Les troupes polonaises ne furent pas sans contribuer à la défaite des Tchèques à la Montagne Blanche (1620); ces troupes furent dépêchées au secours des Habsbourg par le roi Sigismond III Waza, catholique fervent, qui obéissait également à des mobiles religieux. Après cette bataille la Pologne offrit à une nombreuse émigration tchèque (36.000 familles) une cordiale hospitalité. C'est à cette époque que le célèbre théologien, pédagogue et politique tchèque Komensky passa en Pologne de longues années d'exil; il lui en témoigna plus tard sa reconnaissance en

trahissant les Polonais au profit des Suédois. Lorsque les Polonais commencèrent à repousser les Suédois, il se mit à lancer des appels à l'Angleterre, la Hongrie, la Suisse et Dantzic en s'efforçant de monter une véritable croisade contre la Pologne. Komensky était guidé par le fanatisme religieux et par ses sentiments de patriote tchèque. Il espérait en effet que les Suédois, qu'il tenait pour défenseurs invincibles de la foi protestante, finiraient par conquérir la Pologne, pour défaire ensuite l'Autriche catholique et rétablir la liberté de la Bohême, en permettant ainsi aux „frères tchèques“ de rentrer dans le giron de leur patrie retrouvée.

La Pologne ayant triomphé de l'invasion suédoise, Komensky se vit obligé de quitter le pays. Il se vengea de ses espoirs déçus en lançant un pamphlet plein de calomnies contre la Pologne, dont il voulait ternir la réputation aux yeux de l'Europe Occidentale.

Bien des Français, des Italiens, des Hongrois prirent part et périrent dans les luttes pour la liberté soutenues par la nation polonaise aux XVIII-me et XIX-me siècles. La révolution de 1831 trouva un grand retentissement dans la littérature allemande: les fameux „Polenlieder“ en font foi. Lors des partages de la Pologne, à l'époque de la révolution française et des guerres napoléoniennes, la noblesse et la bourgeoisie tchèques étaient presque entièrement germanisées et, partant, fidèles à l'Autriche. Soutiens

les plus zélés de l'absolutisme autrichien les fonctionnaires autrichiens mettaient le plus d'acharnement... à germaniser les Polonais de Galicie. Ils étaient d'ailleurs secondés par les „éveilleurs“ tchèques qui considéraient l'indépendance de la Pologne comme „un rêve illusoire“ et n'hésitaient pas à blâmer les mouvements libérateurs polonais, surtout lorsqu'ils étaient dirigés contre la Russie. Dans une réunion de députés tchèques en 1863, le „père de la nation tchèque“, Palacky déclara „qu'il mettait tout son espoir, pour la libération du monde Slave, dans le tsar de Russie“. „Je ne crois pas, ajouta Palacky, au succès de l'insurrection polonaise, mais il ne pourrait pas arriver de plus grand malheur aux Tchèques que la victoire des Polonais“. Dans un de ses articles Palacky écrivait sans ambages: „Les Polonais ne méritent aucune aide et aucun égard“. Près de trente ans plus tard, en 1891, Masaryk écrivait, au retour d'un voyage en Russie, que „les Polonais, doivent en prendre leur parti, comme l'ont fait les Tchèques, de l'idée que, dans l'état actuel des relations internationales, il leur faut renoncer à l'idée de redevenir un Etat indépendant“. Le professeur Masaryk est resté, comme Palacky, hostile à l'indépendance de la Pologne jusqu'à la débâcle de la Russie tsariste, et en 1920, il se déclarait, comme Palacky en 1863, adversaire d'un secours à prêter à la Pologne, même contre la Russie rouge. „Les Tchèques,

observe Dmowski dans un de ses ouvrages, voulaient conquérir l'indépendance, mais ne partageaient pas le même désir des Polonais. Au temps de la Russie des tsars, ils se prononçaient plutôt en sa faveur et voulaient l'union politique et économique avec la Russie, par dessus nos têtes".

Ce court aperçu historique des relations polono-tchèques du X-me au XX-me siècle nous fait voir que l'amitié des deux nations ne saurait se justifier par des antécédents historiques. Il ne faut pas cependant y attacher une importance excessive. Le Polonais, le Tchèque ou l'Allemand contemporain peuvent et doivent chercher à s'entendre, oubliant luttes et rivalités de jadis.

2. LES VINGT DERNIERES ANNEES.

Ce qui nous préoccupe davantage c'est la politique tchèque envers la Pologne au cours des vingt dernières années. Du côté polonais, pendant la première moitié de la période considérée, la politique étrangère était dirigée par Dmowski et Paderewski, au cours de dix années suivantes — par Joseph Piłsudski. Du côté tchèque la direction de la politique était concentrée presque exclusivement—et l'est encore aujourd'hui — entre les mains du professeur Masaryk et du dr. Benès. Or, il n'est que juste de constater que l'action de ces

deux hommes d'Etat était toujours animée—de brèves périodes de collaborations et de rapports plus ou moins corrects mises à part — d'un esprit peu amical à l'égard de la Pologne. Si cette politique n'a pas causé à la Pologne de préjudices trop sensibles, il convient d'en attribuer la cause aux influences modestes dont les Tchèques disposent dans le monde. Il est vrai que, de son propre aveu, Masaryk, comme jeune garçon slovaque, sympathisait avec l'insurrection polonaise de 1863. Mais, arrivé à l'âge adulte, de Slovaque devenu Tchèque conscient et ayant changé de religion, il ne tarda pas à se départir de ses sympathies polonaises. N'écrivait-il pas, en 1894, que „notre antipathie pour la Pologne cléricale et nobiliaire est entièrement justifiée"? A la même époque l'organe de Masaryk, le „Čas", dans sa campagne pour la tchéquisation de la Silésie, lançait le mot d'ordre: „Allions-nous aux Allemands de Silésie contre les Polonais".

Je suis en mesure d'affirmer catégoriquement et en toute connaissance de cause que, dans les années d'avant-guerre, M. Masaryk était loin d'être polonophile et qu'il n'était même pas partisan d'une collaboration polono-tchèque. Dans les conversations qu'il a eues avec moi à Prague en 1908 et à Varsovie en 1909, il étalait sans réserve son sentiment proautrichien et déclarait que, pour des raisons aussi bien politiques qu'économiques, les Tchèques devaient mar-

cher, à Vienne, avec les Allemands contre les Polonais. Non seulement M. Masaryk ne faisait montre d'aucune sympathie à notre endroit, mais, dans ses relations personnelles avec nous, il observait plus de réserve que tout autre „distinguished foreigner". Rien qu'à son attitude on pouvait mesurer le chemin qui séparait l'homme d'Etat tchèque de l'enfant slovaque vibrant d'enthousiasme pour les insurgés de 1863.

Il va de soi qu'on ne saurait en faire grief à M. Masaryk, au contraire il mériterait plutôt louanges et estime pour sa franchise. D'ailleurs, pour citer un mot du professeur Baudouin de Courtenay: „une nation n'a jamais le devoir, elle n'a même jamais de raison, d'en aimer une autre". La Pologne indépendante est restée, jusqu'en 1917, aux yeux de M. Masaryk, „rêve et illusion". En tout état de cause, il est dans l'intérêt de la vérité d'établir ce fait incontestable que M. Masaryk s'est laissé distancer par la Russie et l'Allemagne elles-mêmes dans la reconnaissance, au moins formelle, de l'indépendance de la Pologne.

Après la reconnaissance de l'indépendance de l'Etat Tchèque et de l'Etat polonais, une lutte s'engagea sur le terrain diplomatique autour de la délimitation territoriale des deux pays. Dmowski a soutenu sans réserve, (sauf pour la Silésie) le programme territorial tchèque, „sans tenir compte, selon ses propres paroles, de l'attitude prise par les Tchèques

à notre égard". „Car il est dans notre intérêt, ajoute Dmowski, que la Bohême soit aussi forte que possible, pourvu que ce ne soit pas à nos dépens. Par contre, les Tchèques n'appuyaient pas nos revendications territoriales. Ils voulaient une Pologne faible, limitée strictement à son domaine ethnographique, pour qu'elle ne les dépassât pas en puissance et pour se ménager une frontière commune avec la Russie. Le point de vue ethnographique ne les empêchait pas cependant de revendiquer le pays de Cieszyn polonais". (La Politique de la Pologne et la restauration de l'Etat, Ed. polonaise, pp. 252—255). „On cherchait à détacher de la Pologne la Galicie Orientale, et cette l'action était menée... même en France, où les Tchèques travaillaient dans ce sens avec le plus grand zèle". (ibidem, p. 469).

En 1917 les Tchèques publiaient des cartes représentant la Pologne sans la Galicie Orientale et sans la province de Chełm. En 1918/19, pendant les luttes polono-ukrainiennes, ils aidèrent les Ukrainiens et, plus tard, ils firent de Prague un centre de l'irredente ukrainienne contre la Pologne.

3. L'INVASION TCHEQUE EN SILESIE (1919).

La politique antipolonaise de Masaryk et de Benès s'est brutalement révélée par l'invasion armée des Tchèques en Silésie de Cieszyn (Teschen), le 23 jan-

vier 1919, et par les obstacles suscités à la Pologne pendant la guerre polono-bolchévique en 1920.

Sans doute l'objet du litige mitoyen polono-tchèque présente une faible étendue territoriale. Cependant le nombre des Polonais habitant les deux districts ethnographiquement polonais attribués à la Tchécoslovaquie (Cieszyn tchèque et Frysztat), d'après les calculs établis par la Commission polonaise pour l'étude des relations polono-tchèques, ne se monte pas à moins de 120.000 âmes. D'après le recensement autrichien de 1910, dans les deux districts nommés ci-dessus, on comptait 123.224 Polonais, soit 76,7%; le reste de la population était formé par des Polonais et, en très petit nombre, par des Tchèques. Le recensement tchèque de 1930 n'indique que 76,230 Polonais. Avant la guerre, après une lutte de bien des années où les Tchèques, obéissant aux instructions de Masaryk, avaient partie liée avec les Allemands, (dans les charbonnages allemands les contre-maitres et les ingénieurs tchèques se liguèrent contre les mineurs polonais) — on arriva en Silésie de Cieszyn à une stabilité relative de sorte que cinq ou six communes à peine étaient disputées de part et d'autre. Des politiques tchèques de marque, tels que Stanek et Kłofacz, dans une conversation avec le député polonais Vladimir Tetmajer, lui tenaient le langage que voici: „Pour réaliser une grande pensée politique, au nom du grand avenir qui attend nos deux

pays, nous ne vous chercherons pas chicane sur une commune ou deux. C'est là un différend de peu d'importance et facile à régler". Aussi, après la déchéance de l'Autriche Hongrie, le Conseil National Polonais et Tchèque se mirent d'accord sans difficulté, le 5 novembre 1918, pour fixer une frontière provisoire, en laissant aux instances compétentes de Varsovie et de Prague, et, s'il y avait lieu, à la Conférence de la Paix, le soin de tracer une frontière définitive. En Pologne on était à cent lieues de croire qu'une invasion armée tchèque la menaçait. La province de Cieszyn aurait pu facilement mettre sur pied une armée de 20.000 soldats et tenir tête victorieusement à l'agresseur. Mais le Conseil National Polonais à Cieszyn, faisant confiance aux Tchèques, déclina le projet d'une mobilisation forcée et n'autorisa qu'un recrutement volontaire. Les socialistes faisaient campagne contre l'enrôlement bénévole.

On n'était pas sans savoir à Prague que la Pologne n'avait presque pas d'armée, qu'elle devait faire la guerre à la fois aux Ukrainiens en Galicie Orientale, aux Soviétiques dans les provinces de l'est et aux Allemands en Poznanie. Dans la presse et les réunions publiques, à Prague, on discutait la question de savoir si la Pologne pourrait tenir, et on répondait par la négative. Il est significatif qu'aucune voix ne s'éleva alors pour demander que, la Pologne venant à être réellement menacée, les Tchèques lui accordassent

leur concours, ne serait-ce qu'au nom du fameux aphorisme de Masaryk: „Sans Pologne libre il n'y a pas de Bohême libre“. C'est le contraire qui advint. Les Tchèques profitèrent de la situation critique de la Pologne pour occuper à main armée cette province ethnographiquement polonaise. Dans une interview publiée au „Tems“ le 14 février 1919, M. Masaryk n'a pas reculé devant la justification de cet acte de violence, accompli au mépris de l'accord du 5 novembre 1918: „Il ne nous restait rien d'autre, disait notamment le président de la République tchécoslovaque, que d'occuper par la force le bassin houiller; comme il était impossible de se mettre d'accord par la voie amiable sur son exploitation, *il fallait bien que la force décidât*“. Bismarck en personne n'aurait pas mieux formulé et appliqué le principe „Macht vor Recht“, que ne l'a fait le pacifiste Masaryk. Il va sans dire que les Tchèques frémissaient d'indignation si le même principe était jamais appliqué à leur pays. Malgré l'agression à laquelle ils se sont livrés et bien que les Tchèques eussent obtenu de la France, encore en 1917, à l'insu de Dmowski, la promesse de se faire attribuer toute la Silésie autrichienne — le Conseil Suprême, conformément aux principes proclamés par le Président Wilson, décida de recourir à un plebiscite en Silésie de Cieszyn. Malheureusement, cette consultation nationale n'eut pas lieu. En échange d'une promesse (qui ne fut jamais tenue) d'une aide

contre les bolchéviks en 1920, la Pologne se vit obligée de renoncer au plebiscite et de s'en remettre à la décision de la Conférence des Ambassadeurs. Celle-ci opéra le partage de la Silésie en attribuant aux Tchèques deux districts polonais. Ce partage n'alloua pas à la Pologne une seule commune à majorité tchèque, alors que la Tchécoslovaquie fut gratifiée, pour s'en tenir aux données du recensement de 1910, de 69 communes habitées pour 90% par des Polonais et de bien d'autres communes où la majorité polonaise était relative, entre autres de celle de Bogumin (38,2% de Polonais, et 7,3% de Tchèques).

4. L'ANNEE 1920.

En 1920, la Pologne était dévastée par une guerre de cinq ans dont elle avait été le théâtre. Son armée était mal équipée, elle n'avait pas de fabriques d'armes ni de munitions. Affaiblie et démunie, elle avait, boulevard de l'Europe — lord d'Abernon dixit— à faire face à la Russie bolchevique. L'existence même de la Pologne dépendait des fournitures d'armes de l'étranger. Il ne fallait pas songer à les faire transiter, par Allemagne, et il était pratiquement presque impossible de les faire venir par Dantzig. Quant à la Roumanie, cette voie d'importation longeait de trop près le front. La seule route sûre traversait le terri-

toire tchécoslovaque, qui sépare la Pologne des pays mieux disposés à son égard, par un territoire étroit et long de près de 1000 km. Or, les Tchèques décidèrent non seulement d'arrêter tous les envois de matériel de guerre de Tchécoslovaquie en Pologne, mais aussi d'en empêcher le transit de Hongrie, d'Italie et de France. Ils n'étaient pas naturellement sans se rendre parfaitement compte qu'il y allait de l'existence même de la Pologne. Le président du Conseil polonais d'alors M. Ladislas Grabski, en face du danger bolchevik, renonça au plebiscite en Silésie. Mais même ce geste d'apaisement, qui assurait la victoire aux Tchèques étant donné l'attitude d'alors des puissances de l'Entente — ne désarma pas l'hostilité de la Tchécoslovaquie envers la Pologne. Le Dr. Benès, qui se fait aujourd'hui l'avocat zélé de la lointaine Abyssinie, non seulement n'offrit pas son aide à la Pologne (l'art. 16 de Pacte de la S. D. N. était déjà entré en vigueur) non seulement montra une parfaite indifférence à l'endroit de la Pologne en lutte pour son existence — mais il ne ménagea aucun effort pour empêcher les amis de la Pologne de la secourir. Les Hongrois étaient prêts à envoyer 20.000 cavaliers dont la Pologne manquait à cette époque. Pour les concessions en faveur de la Tchécoslovaquie dans l'affaire de Cieszyn, la Pologne, pour toute récompense, reçut des alliés l'envoi d'une mission ayant à sa tête lord d'Abernon et le général

Weygand. Le hasard — une panne de locomotive — ayant obligé les membres de la mission de faire une halte de quelques heures à Prague, le 24 juillet 1920, ils saisirent cette occasion pour s'informer sur la situation en Pologne auprès des hommes d'Etat compétents du pays voisin. M. Masaryk se crut alors en devoir, d'après le témoignage de lord d'Abernon, de l'assurer „que la prise de Varsovie par l'armée bolchévik ne fait aucun doute” et de le mettre en garde contre tout appui à la Pologne, et ceci pour deux raisons: en premier lieu, cet appui serait, militairement parlant, inefficace; d'autre part un secours accordé aux Polonais serait de nature à compromettre l'autorité des puissances occidentales dans les futures négociations de paix. En prenant fait et cause pour les Polonais dans leur situation désespérée, on ne leur rendrait aucun service, et, au contraire, on ne se ferait que beaucoup de mal („much harm”). Mais la mission alliée, fidèle aux instructions reçues, ne crut pas devoir suivre les conseils de Masaryk; elle ne rebroussa pas chemin et gagna Varsovie. Un mois plus tard, après la victoire des Polonais sous les murs de Varsovie, les membres de la mission repassaient par Prague. Et ici, remarque lord d'Abernon non sans une pointe d'ironie, „j'ai pu apprécier à sa juste valeur l'intelligence et la largeur de vues de M. Benès”, qui l'assurait qu'après la constitution de la Petite Entente à laquelle on ajouterait la Pologne, les

Soviets ne seraient plus à craindre et les Hongrois se tiendraient tranquilles. Quant à l'adhésion à la Petite Entente, de la Grèce et de la Bulgarie, on pourra attendre. Et lord d'Abernon d'ajouter avec humour: „Quels miracles produit une victoire! Il y a un mois l'atmosphère était ici secrètement hostile (secretly hostile) à la Pologne. Aujourd'hui c'est le contraire qui est vrai. Et que serait-il arrivé si la mission franco-anglaise avait suivi les conseils que Prague lui prodiguait en juillet?". („The eighteenth decisive battle of the World", pp. 20 — 21, 112 — 113).

Malheureusement, lord d'Abernon se trompait. Après la victoire polonaise sur les bolchéviks l'atmosphère à Prague n'est aucunement devenue favorable à la Pologne. Les Tchèques n'ont pas cessé de combattre les Polonais. Il finirent, il est vrai, par autoriser le passage du matériel de guerre destiné à la Pologne par la Slovaquie, mais travaillèrent de toute leur force, en France et en Grande Bretagne, contre la reconnaissance de la frontière orientale de la Pologne fixée par le traité de Riga, et surtout pour empêcher la reconnaissance des droits de la Pologne sur la Galicie Orientale. Dans cette province, il n'y avait, de tous temps, que Polonais et Ruthènes, et pas un seul Tchèque, mais ce pays est riche en pétrole et peut servir à assurer une frontière commune avec la Russie. Cela suffit à M. Benès pour chercher à faire obstacle à l'attribution de la Galicie Orientale

à la Pologne, et même pour solliciter, de la S. D. N. en faveur de la Tchécoslovaquie, un mandat sur cette province.

5. LA CAMPAGNE ANTIPOLONAISE DES TCHEQUES.

Il n'y a pas grand' chose de changé depuis 1920. La politique tchèque sous la conduite de M. Benès demeure hostile à la Pologne. Ne nous abusons pas sur les échanges de visites et de certains services, ne nous laissons pas leurrer par des accords et conventions signés par les deux pays. Nous échangeons les mêmes politesses et services, nous signons des traités avec tous les Etats, membres ou non de la Société des Nations, sans en exclure ceux qui ne pêchent pas par un excès de cordialité à notre endroit. Nous en avons fait autant avec la Tchécoslovaquie, mais, toujours et partout, nous nous sommes heurtés à un sentiment „d'hostilité secrète", comme le disait lord d'Abernon, et même à des symptômes d'une inimitié ouverte. Nous n'en voulons pour preuve que le discours de M. Kramář en 1925 à Bratislava où l'homme d'Etat tchèque dénonçait le caractère provisoire de l'entente avec la Pologne et la Roumanie, affirmait que la Tchécoslovaquie ne devrait pas reconnaître le traité de Riga et réclamait une frontière com-

mune avec la Russie. Citons également l'interview du président Masaryk où l'homme d'Etat tchèque parlait des dangers que présente pour la paix la Poméranie polonaise. Notons enfin, à la charge des Tchèques, l'appui donné par eux à l'irredente ukrainienne, l'asile prêté jusqu'à ce jour aux terroristes ukrainiens — comme l'a montré récemment le procès des meurtriers du ministre Pieracki — les tentatives de torpiller l'alliance polono-française, les intrigues contre l'élection de la Pologne au Conseil de la S. D. N. et la campagne antipolonaise menée par les agences d'information tchèques. Ce n'est pas l'effet du hasard que le pamphlet antipolonais le plus violent depuis celui de Komensky ait vu le jour en Tchécoslovaquie: il s'agit du pamphlet du sénateur social-démocrate tchèque M. Vozka, ami du Président Masaryk du temps où M. Vozka était l'agent secret aux Etats Unis pour le compte des alliés. D'ailleurs M. Vozka, qui avait publié son pamphlet en allemand déjà après l'avènement de Hitler, l'a lui-même rétracté.

De beaucoup plus important est le langage que M. Masaryk a tenu sur la Pologne dans une étude publiée en anglais en 1922 dans la „Slavonic Review“ (et traduite en 1924 en français et en tchèque). Cette étude avait pour titre „Les Slaves après la guerre“. Ecrite par un homme de la taille de Masaryk elle était regardée longtemps en Angleterre comme la source d'information la plus sûre con-

cernant entre autres la Pologne. Les Polonais sont redevables à cet ouvrage de bien des préjugés persistants que certains Anglais nourrissaient sur leur compte. Le professeur Masaryk y présente la Pologne sous un jour tel que notre pire ennemi, ayant la culture intellectuelle de l'homme d'Etat tchèque, n'aurait pu mieux faire. Tout en se donnant des apparences d'objectivité l'homme politique y passe au premier plan laissant paraître son sentiment prorusse, antipolonais (et antiukrainien, pour tout sauf les relations polono-ukrainiennes) — en eclipsant le professeur et le savant. Prenons quelques exemples. En Russie M. Masaryk ne connaît pas d'Ukraiens, mais seulement des Petits-Russiens „au sujet desquels les slavistes ne sont pas d'accord si leur langue est un idiôme indépendant du grand-russe ou seulement son dialecte“ Mais, pour ce qui est de la Pologne il parle même du „pétrole ukrainien“ en Galicie. En cherchant à diminuer la force numérique des Polonais, il en évalue le nombre, d'après le nationaliste tchèque prof. Niederle qui se servait des statistiques de 1900, à 17,5 millions, celui des Tchèques et des Slovaques ensemble à 9,8 millions, bien qu'à cette époque les chiffres tout à fait différents enregistrés par les recensements de 1921 fussent déjà connus aussi bien en Pologne qu'en Tchécoslovaquie. Le rapport de la force numérique des Polonais et des Tchécoslovaques s'établit à 7:4, alors que le rapport entre Polonais et Tchèques (sans

compter les Slovaques) s'exprime en réalité par la relation 31:8. En effet, les Tchèques (les 3 millions de Slovaques mis à part) sont actuellement, dans le monde entier, au nombre de 8 millions, c'est-à-dire autant qu'on compte de Polonais établis à l'étranger.

M. Masaryk classe l'Espagne, qui avait à cette époque 21 millions d'habitants, parmi les grands Etats de l'Europe Occidentale, cependant qu'il met la Pologne, comptant aujourd'hui 34 millions d'habitants et qui en avait 27,5 millions à l'époque, au rang des petits pays de l'est européen, tels que l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, l'Albanie. Il y a plus: d'après M. Masaryk le „petit“ Etat polonais compterait „60% de catholiques et 40% d'habitants d'autres confessions, orthodoxes, protestants, juifs, il comprend notamment des Ruthènes, des Russes, des Allemands etc.... Etant donnée l'homogénéité des pays voisins de la Pologne, la confession y joue un rôle important“. Le lecteur est tenté d'en conclure que la Pologne est un petit pays menacé par ses minorités nationales, d'une vitalité douteuse, tiraillé par des dissensions confessionnelles et arriéré. M. Masaryk n'écrit-il pas en effet, textuellement: „Les petits peuples slaves sont arriérés au point de vue de la culture, à l'exception des Tchèques dont le niveau de civilisation se rapproche de celui des nations occidentales“.

6. DEUX APHORISMES DE M. MASARYK.

On cite souvent deux aphorismes de M. Masaryk: 1) „Il n'y a pas de Pologne libre sans Bohême libre, il n'y a pas de Bohême libre sans Pologne libre“. 2) „Nos deux pays sont voués par l'histoire à une entente défensive à vie et à mort“. Or, l'histoire contredit ces deux thèses. Les destinées de la Pologne et la Bohême n'ont jamais été étroitement liées l'une à l'autre. Sous Boleslas le Grand la Pologne était forte, et la Bohême faible. Par contre les Tchèques étaient forts au XIII-me siècle, tandis qu'à la même époque la Pologne était faible et divisée. Après la déchéance de la Bohême au XVII-me siècle, la Pologne aurait pu conserver sa position de grande puissance, si, s'étant désarmée au XVIII-me siècle, elle n'était pas tombée victime de l'agression et des partages. Au moment du premier partage la Pologne disposait d'une armée de 7.000 hommes pour protéger un territoire de 700.000 km carrés et une population de 12 millions, contre une force armée de 800.000 soldats au service des puissances copartageantes.

D'ailleurs la politique de M. Masaryk est en contradiction flagrante avec sa thèse. En 1914 et 1915, tout en désirant sa nation libre, il n'éprouvait aucun scrupule à vouloir laisser la Pologne sous le joug des tsars. Il ne fait aucun doute qu'en 1920 M. Masaryk

désirait ardemment la liberté des Tchèques, mais se souciait peu du sort de la Pologne libérée, au contraire, il faisait tout ce qui était en son pouvoir à seule fin d'assurer à la Tchécoslovaquie une frontière commune avec la Russie, pour que la Pologne fût abandonnée à elle-même et devînt ainsi la proie des bolchéviks. S'il agissait comme il l'a fait c'est parce qu'il était convaincu qu'une Bohême libre peut bien exister sans une Pologne libre. Et inversement, une Pologne libre et forte survivrait sans aucun doute à la dislocation de la Tchécoslovaquie en les divers éléments ethnographiques qui la composent.

Le passé des relations polono-tchèques atteste également que les Tchèques n'obéissaient aucunement aux commandements de l'histoire qui les vouaient soignant à une étroite coopération avec les Polonais. Ce n'était pas le cas notamment des Prjemyslides tchèques qui prétendaient subjuguier la Pologne au moyen-âge. N'obéissaient pas non plus à ce commandement ni Komensky, qui en appelait aux Suédois pour libérer les Tchèques et les fit venir en Pologne; ni Palacky, qui considérait l'indépendance de la Pologne comme un désastre pour les Tchèques; ni, pour en venir aux temps modernes, les deux chefs de la nation tchèque MM. Masaryk et Benès, qui, luttant pour la liberté de leur pays, combattaient celle de la Pologne, qui cherchaient plus tard à en réduire l'éten-

due territoriale, qui aidaient ses pires ennemis et qui attaquèrent à main armée la Pologne. Rappelons enfin que les hommes d'Etat tchèques s'attachaient à priver la Pologne de toute aide venant d'Occident, voulaient s'emparer de la Galicie Orientale et, aujourd'hui, laissent l'administration tchèque exercer une oppression presque sadique sur la population polonaise habitant deux districts ethnographiquement polonais, qui ont été injustement attribués aux Tchèques. A la lumière de tous ces faits la thèse „historique“ de M. Masaryk apparaît comme un article d'exportation n'ayant jamais reçu application en Tchécoslovaquie. Il s'agit tout simplement d'un mot d'ordre de meeting employé par M. Masaryk à Kieff en 1917. C'est en Pologne d'ailleurs que cette thèse a été prise au sérieux. Elle l'a été sans réserve et dans un esprit de désintéressement absolu, par les chefs de la démocratie nationale polonaise avec Roman Dmowski et Ignace Paderewski en tête, qui appuyaient les revendications territoriales des Tchèques même sur la Ruthénie subcarpathique où l'on chercherait en vain un seul Tchèque et qui forme une sorte de coin tchèque s'enfonçant loin vers la Russie. Les hommes politiques polonais faisaient cette politique protchèque contrairement aux intérêts de la Pologne et à l'époque où les Tchèques faisaient de leur mieux pour diminuer la Pologne territorialement.

7. POURQUOI LES TCHEQUES SONT-ILS HOSTILES AUX POLONAIS? LA MICROPHOBIE TCHEQUE EN TANT QUE SOURCE: 1) DU PANSLAVISME ET DE LA RUSSOPHILIE; 2) DE L'INIMITIE ENVERS LA POLOGNE; 3) DE L'IMPERIALISME TCHEQUE.

La politique de MM. Masaryk et Benès n'est aucunement une politique personnelle de ces deux hommes d'Etat. Ils sont appuyés par la majorité des Tchèques^{*)}. Cette politique, à mon sens, ne peut évoluer qu'avec le temps, lorsque la plupart des politiciens d'avant guerre se seront retirés de la scène politique tchèque. La politique en question a ses racines historiques dans la mentalité tchèque d'avant-guerre. Elle est la résultante de la situation nationale extrêmement pénible des Tchèques avant la guerre. Cet état de chose a déterminé chez les Tchèques une sorte de microphobie, une appréhension de tout ce qui est petit,

^{*)} Je dis Tchèques et non Tchécoslovaques pour deux raisons: 1) les Slovaques, les Hongrois et les Allemands tchécoslovaques ne nourrissent aucun sentiment inamical à l'égard des Polonais; 2) il n'y a pas en Tchécoslovaquie de nation tchécoslovaque. „Tchécoslovaque” n'est qu'une expression géographico-politique. Même si les Slovaques se ralliaient à la thèse tchèque et reconnaissaient qu'ils ne forment pas une nation distincte, dans ce cas ils deviendraient Tchèques, mais non Tchécoslovaques.

sentiment incompréhensible pour les autres nations et qui fit naître à son tour la russophilie et un panslavisme dépourvu de tout sens critique. Et comme les Polonais, de Kosciuszko à Piłsudski, en luttant contre l'occupant russe, se souciaient peu d'avoir affaire à des „frères slaves” — les patriotes tchèques, qui ne jureraient que par la Russie, croyaient de leur devoir d'être plus antipolonais que les Russes, d'autant que le tsar ne manquait pas de récompenser leur zèle par des libéralités telles que des bagues d'honneur, des subventions diverses, des places grasses payées de professeurs, d'instituteurs et d'ingénieurs en Russie.

On ne se rend pas suffisamment compte de la situation délicate des Tchèques, même aujourd'hui, dans leur propre pays. Sur 15 millions d'habitants il n'y pas, en Tchécoslovaquie, plus de 7 à 7 millions et $\frac{1}{2}$ de Tchèques et 2 millions et $\frac{1}{4}$ de Slovaques. Les frontières du nouvel Etat sont, stratégiquement parlant, presque impossibles à protéger. Le territoire tchécoslovaque forme une bande longue de plus de 1000 km., et large de 140 km. à peine, en moyenne. Les Allemands constituent près d'un quart (exactement 23%) et en Bohême proprement dite un tiers de la population et habitent en masse compacte les régions limitrophes de l'Allemagne. D'après les statistiques tchèques les Allemands étaient en majorité dans 113 districts, et dans 84 d'entre eux cette majo-

rité était de 80 à 95% *). D'autre part les Hongrois de Tchécoslovaquie y représentent une minorité de 5% et peuplent en masse compacte plus d'un district frontalier. Ajoutons enfin que les Slovaques et les Ruthènes subcarpathiques réclament l'autonomie pour ces provinces habitées en nombre infime par des Tchèques qui y forment un élément allogène immigré.

Voici où nous en sommes actuellement. Mais il y a 100 ans la situation des Tchèques était presque désespérée. La conscience nationale déclinait. Les premiers „éveilleurs“ tchèques écrivaient pour la plupart en allemand et se montraient pessimistes quant à la possibilité d'une renaissance de la nation tchèque. Dobrovsky écrivait en 1827: „Il nous a été donné (puissè-je me tromper) d'être les témoins et les artisans de la déchéance définitive de notre patrimoine national“. Kollar se plaignait de ce que la „culture des petits peuples est, elle aussi, étriquée et malingre“ et cherchait dans l'idée slave un remède contre l'exiguité numérique des Tchèques.

En 1849 Palacky tenait pour illusoire l'idée de l'indépendance des Hongrois, des Tchèques, des Slovaques, des Roumains, des Slovènes et même des Po-

*) A titre de comparaison il n'est pas sans intérêt de noter qu'en Pologne les Allemands ne forment que 2% de la population de l'Etat, qu'ils ne sont en majorité dans aucun district et dans 6 districts seulement représentent plus de 20% de la population.

lonais. En 1886 Masaryk se demandait dans le „Čas“ si „la nation tchèque de 5 millions d'âmes pourrait échapper à la longue à la dénationalisation“. En 1890 on pouvait lire dans le journal „Narodni Listy“ ces lignes mélancoliques: „Les nations petites et faibles doivent, par la nature des choses, adhérer au plus fortes, qu'elles soient, ou non, de la même souche, et s'y résorber progressivement“.

Dans l'avant-propos de son ouvrage „Česka Otazka“ Masaryk écrivait en 1894: „Le sentiment de notre petitesse n'est pas non plus sans m'oppresser; je ne suis pas convaincu, comme Kollar, qu'elle tient à notre faiblesse numérique. Je pense cependant que l'exiguité des cadres de notre vie nationale, qui nous affligeait tous jusqu'ici, n'est que passagère et qu'elle prendra fin un jour“.

M. Masaryk estimait alors que les Tchèques pourraient créer un contrepoids à leur „exiguité naturelle“, en prenant nettement conscience des défauts de leur caractère national et en redressant leur niveau culturel, car, disait-il, „une petite nation ne peut se maintenir que par sa culture“. Mais le chemin indiqué par Masaryk n'était pas populaire. Il y avait une autre conception qui parlait davantage à l'imagination du pays: le sentiment d'appartenir à une grande communauté slave. Dans la pratique cela équivalait à se reconnaître la qualité d'un parent pauvre de la grande

nation russe et à en attendre appui et secours. Mais ce sentiment était de nature à donner aux Tchèques plus d'assurance au milieu des péripéties d'une lutte nationale pénible. Le Monténégrin, qui, à la question embarrassante „combien êtes-vous“, répondait par le mot fameux „avec les Russes, nous sommes 100 millions“ — obéissait sans doute à un sentiment analogue.

Mais la guerre a ouvert devant les Tchèques des perspectives autrement vastes pour se guérir de leur microphobie. Le chemin qui s'ouvrait devant eux était celui de la création d'un grand Etat, dont les 6 ou 7 millions de Tchèques formeraient le noyau et qui comprendrait de vastes territoires ethniquement étrangers. C'était, tout simplement, la voie de l'impérialisme. Au temps de la grande guerre les nationalistes extrémistes ne se contentaient pas de la Bohême historique, mais réclamaient, de l'aveu de Masaryk (p. 84), non seulement Vienne à l'Autriche, mais aussi toute la Silésie historique et toutes les provinces ayant appartenu naguère, ne serait-ce que pendant très peu de temps, à la couronne de Bohême. Même les territoires qui n'en firent jamais partie, tels que la Slovaquie, la Ruthénie Subcarpathique, le corridor vers la Yougoslavie, séparant la Hongrie de l'Autriche, la région de Nowy Targ (partie de la Galicie Occidentale), la Galicie Orientale, fût-ce à titre de mandat — tous ces pays furent inclus dans les revendications territoriales des Tchèques qui aspiraient à créer un grand Etat où

ils représenteraient une minorité ne dépassant pas 25 du total de la population.

Masaryk se rendait compte de ce qu'il y avait de puéril et d'irréel dans cet impérialisme à outrance *). Il repoussa la pensée de l'annexion de Vienne, de Breslau, d'un corridor tchéco-yougoslave. Mais, sans s'en apercevoir, il s'écarta lui même des conseils donnés naguère pour „agrandir“ son pays trop exigü, et s'engagea, lui aussi, dans le chemin de l'impérialisme. M. Benès eut l'habileté de présenter cet impérialisme aux yeux de l'Occident comme une grande idée, celle de créer une autre Suisse en Europe Centrale. Il est juste cependant de constater que Masaryk ne se laissa pas entraîner dans cette voie sans une lutte intérieure, car, il y avait des moments où, de son propre aveu, il éprouvait au fond de l'âme des doutes sur le point de savoir si les Tchèques „étaient vraiment mûrs pour former un Etat indépendant ...étant donnée l'importance numérique des minorités nationales vivant sur leur territoire“.

Cependant, le programme nationaliste une fois

*) Les tendances impérialistes tchèques revêtent encore aujourd'hui des formes d'une étonnante naïveté. Nous en voulons pour preuve, entre bien d'autres, cette carte de la Bohême au XIII-me et XIV-me siècle qu'on pouvait voir à l'exposition de Bruxelles; la Pologne tout entière y figure comme province tchèque et la Bohême s'étend jusqu'aux Balkans et à l'Adriatique.

adopté, Masaryk le réalisa avec autant de talent que d'esprit de suite, sans scrupules et sans s'embarasser de ses thèses, professées jadis, sur la „culture“ comme soutien des petits Etats, et qui pourraient être invoquées en faveur d'un Etat tchèque limité aux frontières géographiques ou prenant la forme d'une fédération. Masaryk se campa solidement sur le terrain des droits acquis de la „couronne de Bohême“, c'est-à-dire de la restitution des provinces tchèques, y compris celles conquises par les princes de Bohême, comme le duché de Cieszyn, conquis sur les Piasts polonais aux XIII-me et XIV-me siècles. Bien entendu, Masaryk ne se montrait respectueux des droits historiques que dans la mesure où ils pouvaient être invoqués en faveur des Tchèques. Il se refusait non seulement à reconnaître la Pologne historique dans ses frontières de 1772, mais il cherchait à contrecarrer l'attribution à la Pologne de la Galicie Orientale, sur laquelle les Polonais ont des droits historiques et naturels puisqu'ils représentent dans cette province un élément autochtone à l'égal des Ruthènes, droits infiniment mieux fondés que ceux des Tchèques sur l'Egerland allemand. En ce qui concernait la Hongrie Masaryk estimait que les droits de la couronne de Saint Etienne devaient céder le pas non seulement au droit naturel des Slovaques à l'indépendance, mais aussi au droit des Tchèques à traiter ce pays comme une dépendance de la Bohême.

A l'égard des Slovaques, Masaryk-impérialiste ne fait pas grand cas de Masaryk-humaniste. Le premier acte officiel pour l'annexion de la Slovaquie a été accompli encore avant l'accord de Pittsburg de 1918, le 10 janvier 1917, par la note des alliés au Président Wilson où „la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchécoslovaques de la domination étrangère“ a été reconnue comme un des buts de guerre de l'Entente. Primitivement il ne devait être question que des Slaves, mais Benès, secondé par Briand, a obtenu que les Tchécoslovaques, en tant que nation distincte, y fussent ajoutés. (Masaryk: „La Révolution Mondiale“, Ed. pol., p. 197). Les Slovaques, en négociant avec les Tchèques, étaient toujours convaincus qu'ils devaient former avec les Tchèques un Etat fédéral ou du moins qu'ils allaient jouir d'un statut national autonome. Masaryk prétend que l'accord du 30 mai 1918 qu'il a signé à Pittsburg et qu'il a confirmé le 14 novembre 1919 déjà comme Président de la République, n'est pas valable ayant été passé entre Tchèques et Slovaques citoyens américains (ibidem, p. 307). Il affirme „que l'autonomie territoriale n'aurait donné rien de bon aux Slovaques“ (p. 308) et va jusqu'à dire que „le Slovaque est habitué plutôt à obéir qu'à commander“ (p. 244). Masaryk conteste l'existence de l'idiôme slovaque en tant que langue indépendante; cette manière de voir a trouvé son application à l'université slovaque Komensky

à Bratislava, où à ce jour le corps enseignant ne compte que des Tchèques et à peine un ou deux Slovaques. Ici, il est opportun de rappeler que les Tchèques rêvaient depuis longtemps d'incorporer les Slovaques à la Bohême. Dans la brochure publiée à Prague en 1906 par l'Association „Unité Tchéco-Slovaque“ on peut lire le passage que voici sur la nécessité de l'absorption des Slovaques par les Tchèques: „Nous devons, et le plus vite possible, absorber pour ainsi dire spirituellement la Slovaquie et la digérer. Nous tendons à une fusion culturelle avec les Slovaques. Si nous y réussissons, — nous nous fortifierons au point de vue national et culturel. Bien de nos difficultés proviennent de ce que nous sommes un petit peuple. Avec les Slovaques nous serions neuf millions. Notre conscience nationale s'en trouverait accentuée et nous serions en mesure d'en imposer à l'Etat (autrichien)“.

En ce qui concerne les Allemands des Sudètes Masaryk veut leur appliquer le principe des droits historiques (ibidem p. 604), car, dit-il, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes n'est pas encore clairement formulé (p. 505). Si la minorité allemande était détachée de l'Etat tchécoslovaque, les intérêts économiques de la majorité tchèque s'en trouveraient lésés; d'ailleurs si les 2 millions d'Allemands habitant les régions frontalières faisaient retour au Reich, leurs compatriotes restés en Tchécoslovaquie seraient d'autant plus exposés à la tchéquisation.

Le rattachement de la Ruthénie subcarpathique à la Tchécoslovaquie fut un véritable coup de maître de Masaryk. Les Ruthènes originaires de ce pays naguère hongrois, établis en Amérique, avaient conçu d'abord le projet de rattacher ce pays à la Galicie ou à la Boukovine; et seulement au Congrès de Scranton, le 12 novembre 1918, ils se décidèrent à s'unir à la Tchécoslovaquie, étant entendu que celle-ci formerait un Etat fédéral. Mais les Tchèques, 3 ans et demi avant la résolution de Scranton, demandaient déjà le rattachement de la Ruthénie hongroise à la Tchécoslovaquie. M. Masaryk a déposé le 15 avril 1915 au Foreign Office un mémoire dans lequel il assurait le gouvernement britannique que la dynastie russe serait très populaire en Bohême, que les plans et les desseins de la Russie ont, pour les Tchèques, une importance décisive, et, par suite, demandait l'attribution de la Ruthénie Subcarpathique à la Tchécoslovaquie pour la raison que ce pays forme un couloir entre celle-ci et la Russie.

Pendant la marche de l'armée soviétique sur Varsovie en 1920, M. Masaryk, qui, comme nous l'avons dit, ne croyait pas à la victoire des Polonais, a déclaré au délégué de la Croix Rouge Soviétique M. Gileron: „Nous regardons la Russie Subcarpathique comme un simple dépôt qui nous a été confié par la Russie et que nous nous empresserons de lui restituer à la première occasion. Vous pouvez le déclarer offi-

ciellement à votre gouvernement". A la conférence de la paix les Tchèques ont obtenu que ce pays leur fût attribué comme territoire autonome. Les impérialistes tchèques y attachent une grande importance, espérant que, les circonstances aidant, il leur permettra de se ménager une frontière commune avec la Russie, aux dépens de la Roumanie ou de la Pologne.

Pendant la guerre Masaryk faisait grief à Dmowski de son impérialisme. Ce reproche était peut-être fondé, car il n'est pas au monde un seul Etat historique qui ne soit impérialiste, ou du moins je n'en saurais indiquer aucun. Mais je ne suis pas bien sûr si le professeur Masaryk se rend compte de ce qu'il aurait fait lui-même s'il était le dirigeant de la politique polonaise. Interprétant au profit de la Pologne les droits historiques (la couronne de Boleslas le Vaillant et des Jagellons) et les droits naturels (parenté de langue ou fédération, plus ou moins volontaire) — il aurait sans doute réclamé, et probablement réalisé, un Etat polono - slavo - lithuanien, couvrant une superficie de 1 millions de km², s'étendant de l'Odra au Dniepr et comptant 50 millions d'habitants avec une Lituanie, une Ruthénie et une Slovaquie autonomes. Mais, subseqüemment, M. Masaryk aurait trouvé le moyen de persuader à toutes ces nationalités, comme il l'a fait pour les Slovaques, que l'autonomie ne leur eût valu rien de bon et que ces peuples sont faits davantage pour obéir que pour commander. Et M. Benès, s'il

devenait ministre des Affaires étrangères de Pologne, saurait convaincre l'Europe qu'une nouvelle Suisse vient de voir le jour, à cette seule différence près qu'elle est quadrilingue au lieu de trilingue. En accusant M. Dmowski d'impérialisme M. Masaryk réalise mal que son propre programme territorial est infiniment plus impérialiste que ne l'était celui de l'homme politique polonais.

8. ENTRETEN AVEC UN POLITIQUE TCHECO-SLOVAQUE.

J'étais un de ceux qui, oublieux d'un triste passé et d'un présent peu réjouissant, croyaient de leur devoir de travailler pour un rapprochement polono-tchèque, dans l'espoir que la politique inamicale de MM. Masaryk et Benès ne serait pas éternelle et que la jeune génération de Tchèques, élevée dans l'atmosphère nouvelle d'un Etat indépendant d'une étendue relativement considérable, et par conséquent libre des miasmes de microphobie — que cette génération, dis-je, renoncerait à la politique dont l'objectif principal est l'établissement d'une frontière commune avec la Russie, et qui par conséquent est dommageable aux intérêts de la paix et dirigée nettement contre la Pologne et la Roumanie. Voici quelques années, dans

un entretien amical avec un homme politique tchécoslovaque éminent, plusieurs fois ministre, j'attirai son attention sur l'orientation antipolonaise de la politique de son pays et plus particulièrement sur l'oppression irritante et inutile que la Tchécoslovaquie fait subir à la minorité polonaise autochtone en Silésie. J'ajoutai que cette politique est à mon sens l'obstacle principal à une réconciliation polono-tchèque. Mon interlocuteur me répondit en toute franchise. „Notre politique, dit-il, a été effectivement jusqu'à le jour peu amicale envers la Pologne, mais elle le restera malheureusement aussi longtemps que M. Benès conservera la direction de la politique étrangère. Or, il ne saurait être question de sa démission, au moins du vivant du Président Masaryk. En Silésie de Cieszyn ce sont toujours les partisans dévoués de M. Benès qui constituent l'avant-garde du chauvinisme tchèque en lutte contre le polonisme. Je puis cependant vous assurer que les masses n'éprouvent aucune hostilité à l'égard de la Pologne. La grande majorité des agrariens, en dépit d'une certaine divergence d'intérêts économiques, est favorable à une entente. Même, dans le parti de K. Kramař, naguère russophile et antipolonais, des voix s'élèvent de plus en plus nombreuses pour réclamer une entente et un rapprochement avec la Pologne". Lorsque je demandai par quelles raisons profondes il faut expliquer la différence observée dans l'attitude des partis tchèques en ce qui touche la politique polonaise de la

Tchécoslovaquie, mon interlocuteur fit ressortir que ce phénomène avait pour cause une appréciation divergente des relations tchéco-allemandes. MM. Masaryk et Benès, de l'avis de mon interlocuteur, sont convaincus (l'entretien avait lieu avant l'avènement d'Hitler et le pacte de non-agression polono-allemand) que les rapports avec les Allemands tchèques à l'intérieur de l'Etat tchécoslovaque sont entièrement réglés et que les relations avec le Reich ne laissent plus rien à désirer. L'Allemagne ne tentera jamais de s'emparer du pays Sudète. Seules les frontières de la Pologne sont menacées par l'Allemagne (c'est le moment de rappeler la fameuse interview de M. Masaryk sur la Poméranie, en 1930). La guerre éclatera un jour ou l'autre pour la Poméranie, mais ce ne sera qu'une guerre locale. En se liant avec la Pologne la Tchécoslovaquie se trouverait inutilement entraînée dans un grave conflit, et ce pays, menacé par la Hongrie, vu sa position stratégique peu avantageuse et la faiblesse de sa force armée, ne peut se permettre pareille aventure. Cette vue ne serait point partagée par les partis tchèques opposés à la politique de M. Benès. A leur avis une agression allemande contre la Pologne ne serait en aucun cas un conflit local, mais aurait pour conséquence une guerre européenne générale. La victoire de l'Allemagne mettrait en péril la sécurité de la Tchécoslovaquie, il est par conséquent dans son intérêt de réaliser une entente aussi étroite que

possible avec la Pologne, entente tant politique que militaire.

A l'époque où cet entretien avait lieu, l'opinion polonaise, à peu d'exception près, était tchéophile sans réserves. J'en fis la remarque à mon interlocuteur, non sans faire observer qu'en présence des persécutions de plus en plus intolérables infligées aux Polonais en Silésie de Cieszyn, cet état d'esprit ne pouvait durer. Dans ces conditions, si la situation ne change pas, nous autres, partisans d'un rapprochement tchéco-polonais, nous travaillerons à vide. Depuis cet entretien les relations polono-tchèques non seulement ne se sont point améliorées, mais au contraire la tension s'est encore accentuée et le régime oppressif infligé aux Polonais en Tchécoslovaquie a atteint un degré d'intensité jusque là inconnu.

Un publiciste tchèque de marque le Dr. Kahanek a fait cette observation que les chauvins tchèques sont persuadés que, dans une cinquantaine d'années, il n'y aura plus trace de Polonais en pays de Cieszyn. L'opinion polonaise, tchéophile dans son ensemble, est désagréablement surprise par la tension existant entre les deux pays. Cette surprise, qui ne fut pas moins vive à la nouvelle de l'agression tchèque en Silésie de Cieszyn en 1919, atteste que l'opinion polonaise est mal informée de la politique tchécoslovaque à l'égard de la Pologne. A ce sujet il n'est pas hors de propos, pour caractériser l'attitude actuelle des Polonais à l'é-

gard de la Tchécoslovaquie, de citer le mot de Masaryk, à propos du congrès de Moscou de 1867: „Nous n'avons pas connu la Russie parce que nous étions russo-philés“ (Česka Otazka p. 112). D'ailleurs „l'oppression fraternelle“ tchèque pèse aussi sur les autres minorités slaves. La tchéquisation des Allemands et des Hongrois se heurte, paraît-il, à des difficultés, par contre, vu la similitude de langue, les Tchèques se disent forts de dénationaliser plus aisément Polonais et Ruthènes. Quant aux Slovaques ils les traitent comme les Russes avaient traité les Ukrainiens, c'est à dire qu'ils refusent de leur reconnaître la qualité, d'une nationalité distincte.

Je partage sans réserve l'opinion de mon interlocuteur, le politique tchécoslovaque, qu'aussi longtemps que la politique de ce pays sera dirigée par M. Benès, elle sera sinon ouvertement du moins „secrètement hostile“ à la Pologne, comme l'a définie lord d'Abernon. Peut-être me reprochera-t-on que la divulgation de ces faits aura pour effet plutôt d'envenimer que d'améliorer nos relations. Je ne saurais me rallier à cette opinion. Les faits en question sont peu connus en Tchécoslovaquie et l'opinion tchèque est convaincue dans son ensemble que la politique tchécoslovaque était amicale ou du moins correcte envers la Pologne et que c'est la Pologne qui, depuis quelque temps, de concert avec l'Allemagne et la Hongrie, veut la perte de la Tchécoslovaquie et cherche à lui causer préju-

dice. Or, je considère qu'il est de toute nécessité que la nation tchèque soit dûment informée, dans la mesure bien entendu où le permettra la censure tchèque.

9. LES BASES DE LA POLITIQUE POLONAISE ET DE LA POLITIQUE TCHEQUE.

J'ai déjà noté plus haut que je n'attache pas une importance excessive à l'inimitié millénaire des Tchèques et des Polonais. Ici je dois remarquer que la politique peu amicale envers la Pologne suivie par les hommes d'Etat dirigeants de la Tchécoslovaquie pendant les vingt dernières années a sans doute plus de poids que les querelles du passé, mais seulement dans la mesure où cette politique sera continuée dans l'avenir.

Pour répondre à la question de savoir si un tel changement est possible, cherchons d'abord à définir les tâches et les buts de la politique polonaise et de la politique tchèque.

Pour la Pologne, les rapports avec l'Allemagne et la Russie sont essentiels. Pays à tendances pacifiques la Pologne veut avoir avec ces deux voisins des relations amicales de voisinage et régler par la voie pacifique les différends qui viendraient à les troubler. C'est la raison pourquoi la Pologne a conclu dans ces dernières années des pactes de non-agression aussi bien avec le Reich national - socialiste qu'avec la

Russie bolchevik, ce qui a provoqué un si vif mouvement de surprise de la part de certains hommes politiques mal renseignés sur la situation politique de la Pologne. Afin de parer à une agression non-provoquée de la part d'un de ces deux Etats la Pologne a contracté deux alliances purement défensives, avec la France à l'ouest et avec la Roumanie à l'est. Les relations avec la Tchécoslovaquie présentent pour la Pologne une importance secondaire, et seulement en fonction des relations polono - allemandes et polono-russes.

Quant aux Tchèques ce qui, pour eux, importe par dessus tout ce sont rapports avec l'Allemagne et la Hongrie. D'où leurs efforts, depuis la guerre, pour entretenir des relations correctes avec l'Allemagne, ce qui leur a réussi jusqu'ici, ou plus exactement jusqu'à la victoire du national-socialisme en Allemagne. Pour le cas d'une agression allemande la Tchécoslovaquie a conclu une alliance avec la France, et récemment avec la Russie. Contre la Hongrie elle a formé la Petite Entente. Quant aux relations avec la Pologne les Tchèques, de leur côté, ne semblent pas non plus les tenir pour en élément essentiel de leur politique extérieure.

Comme il ressort de ce qui vient d'être dit, en principe, la raison d'Etat tchèque n'entrerait pas en collision avec la raison d'Etat polonaise, n'était le désir des Tchèques d'obtenir une frontière commune

avec la Russie, qui, comme l'a affirmé un des plus éminents hommes d'Etat tchécoslovaques, devrait leur tenir lieu, politiquement, d'un accès à la mer. Ce dessein ne pourrait être réalisé que dans l'hypothèse d'une grande catastrophe s'abattant sur la Pologne ou la Roumanie. Il nous serait loisible de ne faire aucun cas de ces vains efforts, s'ils ne s'exprimaient pas par la persistance d'une politique hostile à l'égard de la Pologne, par l'action visant à diminuer la Pologne dans son domaine territorial, par l'incursion armée de 1919, par les appuis accordés à l'irredente et l'asile prêté aux terroristes ukrainiens, par le flirt avec l'impérialisme lituanien encouragé dans ses efforts pour s'emparer de Wilno (où les Litvaniens ne représentent pas plus de 2% de la population), par les attaques de presse, et plus particulièrement des organes proches de M. Benès, dirigées contre les frontières de la Pologne, par les manoeuvres tendant à fausser les relations polono-françaises et polono-roumaines, et enfin, last but not least, par l'action exterminatrice engagée contre la minorité polonaise en Tchécoslovaquie.

10. L'IMPORTANCE D'UNE ALLIANCE DEFENSIVE EVENTUELLE ENTRE LA POLOGNE ET LA TCHECOSLOVAQUIE.

Une alliance militaire avec la Tchécoslovaquie, bien qu'elle aurait pour résultat de cimenter un bloc de

50 millions d'habitants, ne présenterait pas pour la Pologne une importance primordiale. Au cas d'une agression russe, étant donné le sentiment russophile de l'opinion tchèque, la Pologne ne pourrait compter sur aucun concours de la part de la Tchécoslovaquie, même alliée. Au contraire, l'état de tension actuel venant à se prolonger, il y aurait tout lieu de croire à une répétition des événements de 1920, et même on pourrait envisager l'éventualité de voir la Tchécoslovaquie se ranger du côté de la Russie. En cas d'agression allemande, les Tchèques, s'ils ne demeurent pas neutres dans l'esprit de leur politique actuelle et même s'ils se rangent aux côtés d'une Pologne alliée en fournissant le meilleur de leur effort — même dans ce cas leur concours serait d'une efficacité médiocre. En effet dans l'armée tchécoslovaque, sur trois soldats il y aurait au moins un Allemand ou un Hongrois dont le loyalisme envers la Tchécoslovaquie ne s'annonce pas plus sûr que celui des soldats tchèques à l'égard de l'ancienne Autriche - Hongrie pendant la guerre. En outre les soldats tchèques sont plus pacifistes qu'il ne conviendrait à une armée appelée à en combattre une autre qui l'est beaucoup moins. Pour le cas d'une agression russe ou allemande la Pologne doit compter surtout sur ses propres forces, et, éventuellement, sur l'alliance avec les grandes puissances, et ce aussi longtemps que la sauvegarde collective de la paix contre l'agresseur ne sera pas organisée par la Société des

Nations sur des bases autrement solides que ce n'est le cas aujourd'hui. La nature même des choses oblige la Pologne à faire une politique mondiale, et non locale, et en aucun cas elle ne saurait fonder sa sécurité sur la seule alliance avec la Tchécoslovaquie.

Pour les Tchèques l'alliance avec les Polonais a, il est vrai, une plus grande importance que pour la Pologne, ne serait-ce que pour la raison que la Pologne est un Etat beaucoup plus fort que la Tchécoslovaquie; elle n'a pas cependant une importance décisive. Contre une surprise du côté de la Hongrie la Tchécoslovaquie est protégée par la Petite Entente, pour faire face à une agression allemande elle compte trouver à ses côtés la France et la Russie. Les Tchèques surestiment, à mon avis, le rôle et l'efficacité d'un secours de la Russie et sousestiment le danger d'une irruption de l'armée bolchevik en Tchécoslovaquie^{*)}. Toutefois, même si l'on pouvait compter sur la Russie, dans certains cas, que ce soit un danger venant à menacer la Russie en Extrême Orient, la réconciliation de la Hongrie et de la Roumanie, ou encore une évolution de la politique française — le facteur polonais peut

^{*)} Même à une époque qu'on peut qualifier de lune de miel du ménage tchéco-sovietique, les „Izvestia" publiaient le compte-rendu d'un voyage de journalistes soviétiques en Tchécoslovaquie sous ce titre significatif: „Les terrains minés en Europe Centrale".

avoir une importance décisive pour la sécurité de la Tchécoslovaquie. Et plus la Pologne sera forte, plus l'alliance avec elle aura de prix pour la Tchécoslovaquie, et plus aisément s'opèrera le rapprochement des deux pays. En effet, les menées antipolonaises de la Tchécoslovaquie s'expliquent pour une bonne part par l'idée trop hâtivement conçue que la Pologne est faible et vouée aux pires catastrophes.

La Pologne n'a aucune raison de faire, à l'extérieur, une politique anti-tchèque ou tendant à affaiblir la Tchécoslovaquie, mais on ne saurait demander à ses dirigeants de faire la politique tchécophile des Dmowski, des Skirmunt, des Skrzyński, si, en même temps, la Tchécoslovaquie cherche à compromettre les intérêts essentiels de la Pologne sur le terrain international et si, dans le domaine de la politique intérieure, elle poursuit son action exterminatrice vis à vis de la minorité polonaise en Silésie de Cieszyn.

Si MM. Masaryk et Bènes ont fait, vingt ans durant, tout ce qu'ils ont pu pour affaiblir, diminuer et isoler la Pologne, si certains publicistes tchèques proches de M. Bènes, comme M. Stransky, sont allés jusqu'à suggérer un nouveau partage de la Pologne — il n'est que naturel que quelques publicistes polonais, doués d'un vif tempérament et agissant d'ailleurs à titre purement individuel, aient cru devoir imaginer une dislocation de la Tchécoslovaquie. Quoi qu'il en soit,

il ne fait pas de doute que si la Tchécoslovaquie, s'abandonnant au mirage d'une frontière commune avec la Russie, devient en quelque sorte l'avantgarde bolchevik au centre de l'Europe et contribue ainsi à accroître le péril menaçant la Pologne et la Roumanie de la part de la Russie — dans ce cas-là elle ne manquera pas de se heurter à une réaction vigoureuse de ces deux pays. La situation internationale actuelle est infiniment complexe et grosse de dangers virtuels. C'est le devoir de ceux qui travaillent à un rapprochement polono-tchèque de chercher à faire évoluer la situation de telle sorte qu'elle assure un maximum de sécurité aux deux Etats, ou du moins à éviter à cette région de l'Europe un tragique „court circuit". Car il ne faut pas qu'un jour on nous puisse rendre tous responsables d'un nouveau recours à la force dans les relations entre Tchèques et Polonais, méthode mise en oeuvre en 1919, par le professeur Masaryk, en Silésie de Cieszyn.

11. L'ABANDON DE LA POLITIQUE EXTERMINATRICE EN SILESIE — CONDITION D'UNE NORMALISATION DES RAPPORTS POLONO-TCHÈQUES.

Pour que les relations polono-tchèques redeviennent normales il est absolument nécessaire que les

Tchèques renoncent à l'action d'extermination poursuivie sans relâche contre la minorité polonaise. Je considère comme autant de fautes insignes l'agression de 1919, l'attitude prise en 1920, l'exploitation, par la Tchécoslovaquie, de ses relations internationales pour forcer la Pologne à renoncer au plébiscite silésien, et l'enlèvement à la Pologne de deux districts ethnographiquement polonais, ceux de Cieszyn et de Frysztat. Rappelons que le caractère polonais de ces territoires a été reconnu d'un commun accord par l'opinion polonaise et tchèque, comme en témoignent les cartes ethnographiques tchèques établies avant la guerre par des nationalistes tels que le professeur Niederle, les travaux antérieurs des savants tchèques et l'étude récente, datant de 1931, du savant tchèque A. Adamus sur la question des langues dans l'enseignement en Silésie de Cieszyn. L'occupation par les Tchèques de ces deux districts polonais a créé, entre les deux pays, une petite Alsace-Lorraine. On peut expliquer ces fautes par le fait que les politiciens tchèques pensaient que l'Etat polonais ne tiendrait pas où, que, réduit à sa plus simple expression, il serait condamné à vivoter. Ces prévisions se sont avérées fausses et fondées non sur des réalités mais sur des désirs inavoués. Faisant fond sur les bolcheviks en 1920 MM. Masaryk et Benès se ont trompés comme jadis Komensky qui comptait sur les Suédois pour mettre fin à l'indépendance de la Pologne. Les Tchèques voulaient annexer la partie po-

lonaise de la Silésie de Cieszyn aussi bien pour des raisons économiques (riches gisements de charbon à coke, que la Pologne ne possède pas) que stratégiques (communication avec Cieszyn par la Slovaquie). La raison stratégique est d'ailleurs peu plausible étant donné que la ligne de chemin de fer passe à quelques centaines de mètres à peine de la frontière polonaise. Beaucoup parmi les Tchèques comprennent qu'on fait fausse route. Même l'organe de M. Benès le „Česke Slovo" (Nr. 16 du 20 juillet 1925) a reconnu qu'on avait été injuste pour la Pologne. Le Dr. Ferdinand Kahánek, éminent publiciste tchèque, n'a pas hésité à écrire („Polední Listy", 3 août 1934): „Nous avons commis une faute en occupant la Silésie, en rupture de l'accord conclu, et en faisant obstacle aux fournitures d'armes à la Pologne en 1920. Notre politique d'après-guerre se fondait sur la prévision que la Pologne deviendrait le Balkan de l'Europe. M. Benès croyait devoir affirmer que la guerre ne tarderait pas à éclater à propos du „corridor", et des voix se faisaient entendre chez nous faisant prévoir un quatrième partage de la Pologne. C'est M. Benès qui a torpillé les premiers projets français qui tendaient à substituer, à l'Autriche déchue, une entente polono-tchécoslovaque".

Il était loisible aux Tchèques de réparer leur faute même sans qu'il fût procédé à une rectification de frontière, en réservant un traitement humanitaire à la minorité polonaise relativement peu nombreuse.

Cette minorité, au lieu de devenir la pomme de discorde, aurait, au contraire, contribué au rapprochement des deux pays. On pouvait croire à un certain moment que l'accord polono-tchèque du 23 avril 1925 allait régler le problème de la minorité polonaise, que les Polonais jouiraient en fait du même traitement que les nationaux et qu'ils ne seraient point soumis à une tchéquisation forcée. Malheureusement le principe de l'égalité des droits n'a été respecté que pour la forme, et l'action exterminatrice est poursuivie avec une sorte d'acharnement qui va s'aggravant. Les Polonais ont, il est vrai, leurs écoles où l'enseignement est donné en polonais, mais il l'est quelquefois, encore aujourd'hui, par... des instituteurs Allemands ou Ukrainiens. Les Polonais ont soi-disant la faculté d'envoyer leurs enfants dans ces écoles, mais la pression économique et administrative le leur interdit et les oblige à faire fréquenter à leurs enfants les écoles tchèques. Alors que le nombre d'enfants dans les écoles communales et de district polonaises s'établissait à 23.376 en 1916, il était de 22.104 en 1920, et de 12.488 en 1934. Même les lois tchèques en matière d'enseignement minoritaire, en principe d'inspiration libérale, ont servi l'action dénationalisatrice. Dans les communes où le nombre d'enfants tchèques n'était pas suffisant pour qu'une école tchèque y fût fondée, les Tchèques ont créé plus de 90 écoles à la charge de l'Etat pour la minorité tchèque dans ces communes (dans plusieurs

d'entre elles on ne compte pas plus d'un seul enfant tchèque!). Puis on a pris soin de faire envoyer à ces écoles des enfants polonais, en menaçant les parents, en cas de refus, de les priver de leur emploi. On a créé ainsi trois lycées (gymnases) tchèques, on en a fondé un pour la minorité allemande, plusieurs fois moins nombreuse que la polonaise, et on n'a pas mis à la charge de l'Etat la seule école secondaire polonaise en Tchécoslovaquie. L'enseignement professionnel polonais est dans la même situation. Dans un pays minier tel que la Silésie les Polonais ne sont pas admis comme contre-mâtres dans les charbonnages. Il n'y a pas un seul juge, pas un notaire polonais, pas même un notaire auquel serait familière la langue polonaise. Les Polonais sont aussi traités en parias dans l'administration. Contrairement à la loi, il n'y a nulle part d'inscriptions en polonais, alors qu'il existe des inscriptions en allemand à l'intention d'une minorité allemande représentant 20% à peine de la population totale. En terre ethniquement polonaise la „Ceska Matica“ (société scolaire tchèque) possède 16 licences pour l'exploitation de salles de cinéma, et la Société Scolaire Polonaise n'en a obtenu aucune. Les Polonais établis depuis des dizaines d'années dans ce pays sollicitent en vain que la qualité de citoyens tchécoslovaques leur soit reconnue, s'ils n'envoient pas leurs enfants aux écoles tchèques et ne sont pas affiliés aux associations tchèques. On a commencé la dé-

nationalisation du pays de Cieszyn en le colonisant par des chômeurs tchèques, à l'exclusion de Polonais. Les paroisses ne sont confiées qu'à des curés tchèques et tchéquisateurs. Le nombre des curés polonais a fléchi de 18 à 11, celui des vicaires de 32 à 7. La presse polonaise est persécutée, les journaux polonais sont saisis et suspendus pour des mois même pour avoir reproduit des articles et des nouvelles parus dans des journaux tchèques. Pendant le recensement le nombre des Polonais a été diminué artificiellement. On publie en polonais un journal antipolonais, et on s'efforce de persuader aux Polonais qu'ils ne sont que des Moraves polonisés. La population polonaise en éprouve une vive amertume. Elle conçoit mal que, sous la domination de l'Autriche allemande et impériale, presque chaque enfant polonais ayant pu fréquenter librement une école polonaise, aujourd'hui, dans la Tchécoslovaquie, pays „slave, humanitaire et démocratique“, ce droit soit refusé à 10.000 enfants polonais qui sont incorporés de force dans les écoles tchèques.

12. LES VOIES DE L'ENTENTE. LE ROLE DE L'OPINION PUBLIQUE DES DEUX PAYS.

Les Tchèques proposent, pour régler les malentendus existants, un arbitrage international ou paritaire et se plaignent de ce que la Pologne décline cette

suggestion. Les recteurs des universités tchèques se sont adressés récemment à leurs collègues polonais en leur proposant d'étudier en commun le problème. Je ne connais pas la teneur exacte des lettres échangées à ce sujet. A mon sens, l'arbitrage peut être efficace lorsqu'il s'agit de délimiter un territoire ou de régler un litige de caractère juridique. Mais il ne l'est pas lorsqu'il s'agit de constater si la loi est dûment exécutée. Une commission d'arbitrage peut décider que l'enfant polonais a le droit de fréquenter une école polonaise, mais elle est inapte à constater qu'un Polonais a été obligé à envoyer son enfant dans une école tchèque en cédant à une pression économique ou administrative. Les Polonais ne jouiront pas de droit égaux en Silésie tant que les Tchèques ne feront pas preuve de bonne volonté, de ce que les Anglo-Saxons appellent „good will”. L'Etat moderne est si puissant en face du citoyen appartenant à la minorité nationale, que toute protection du dehors lui sera d'un médiocre secours si l'Etat et l'opinion du pays sont contre lui. En Silésie de Cieszyn ce qui importe par dessus tout c'est précisément cette bonne volonté des Tchèques sans laquelle l'arbitrage serait impuissant.

En ce qui concerne les conférences de savants elles pourraient constater tout au plus que la population de la Silésie est de souche essentiellement polonaise et qu'elle l'a été de tous temps. Mais elles ne pourraient pas se prononcer sur les cas d'espèce et constater que

tel ou tel polonais a été forcé à envoyer ses enfants à l'école tchèque. Par la terreur on obtiendrait de lui qu'il témoignât devant ce savant collègue que c'est de son plein gré qu'il fait fréquenter l'école tchèque à ses enfants.

Sans préjuger l'attitude des deux gouvernements il me paraîtrait utile que, dans le plus bref délai possible, des efforts soient faits des deux côtés, à titre privé, pour préparer le terrain en vue d'une réconciliation et de l'établissement de bonnes relations de voisinage entre les deux pays.

Les associations et autres groupements, aussi bien tchèques que polonais, pourraient agir efficacement auprès des deux opinions publiques et de leurs gouvernements respectifs pour écarter les causes de la tension actuellement observée. Que les pacifistes des deux pays appliquent leurs efforts et qu'ils cherchent à créer, pour les deux gouvernements, une atmosphère plus propice à un accord qui toutefois ne sera durable que s'il repose sur la bonne foi et la bonne volonté mutuelle écartant toute idée d'oppression et ayant pour effet de mettre fin aux préjudices révoltants infligés à la minorité polonaise et faisant obstacle à la bonne entente entre Polonais et Tchèques.

Je suis loin d'ignorer les difficultés d'une telle tâche. Mais je suis profondément convaincu qu'il n'est pas de problème, si ardu soit-il, dans les rela-

tions d'hommes à hommes, dont la bonne volonté et la loyauté mutuelles ne viendraient pas à bout, progressivement. Il faut que disparaisse ce foyer de discorde qui empoisonne l'atmosphère des relations de nos deux peuples et projette une ombre sur l'avenir des générations qui montent.

Sur tous les hommes de bonne volonté pèse aujourd'hui le devoir de travailler au règlement pacifique de ces malentendus et de s'attacher à mettre en harmonie les buts politiques des nations tchèque et polonaise.

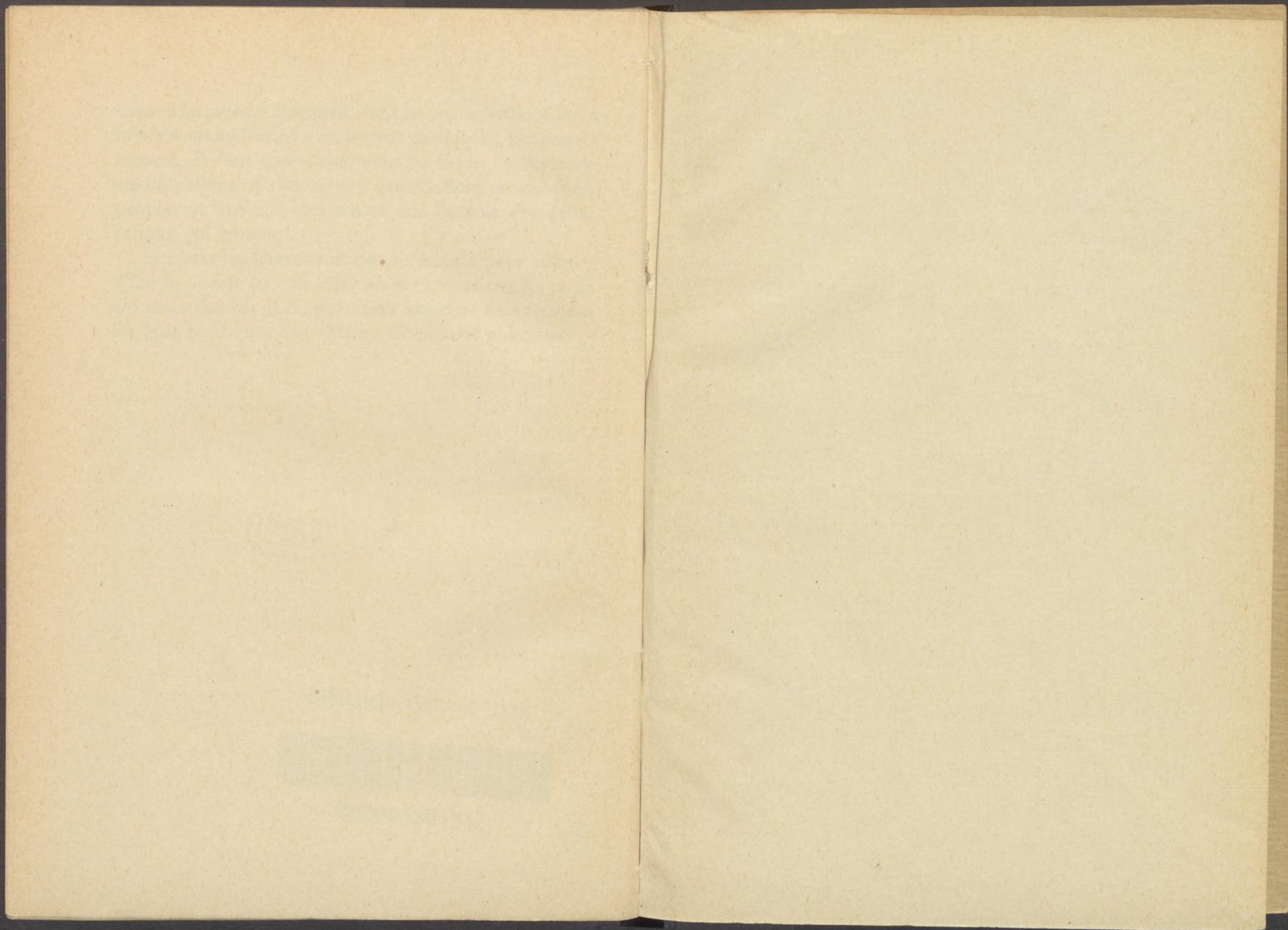


Biblioteka Główna UMK



300001801513





50-0007

Biblioteka
Główna
UMK Toruń

689556



Biblioteka
Główna
UMK Toruń

689556

